

Le Sahara occidental à nouveau d'actualité

David Bensoussan

L'auteur est professeur de sciences à l'Université du Québec

Le Maroc revendique l'ancienne colonie espagnole du Sahara occidental et l'Algérie s'y oppose en appuyant le mouvement indépendantiste du Polisario. L'historique de la frontière maroco-algérienne permet de jeter un éclairage instructif sur les enjeux du Sahara occidental..

Les frontières marocaines ont été délimitées par les puissances coloniales française et espagnole, alors que le Maroc était en situation de faiblesse. Après sa conquête de l'Algérie en 1830, la France bombarde les ports de Tanger et de Mogador en 1844 afin de dissuader le sultan marocain de venir en aide aux Algériens. La même année, l'armée marocaine est vaincue à Isly et la frontière orientale du Maroc est imposée par la France après l'accord de Lalla Mghnia. Le tracé de la frontière orientale a été imposé essentiellement sur les limites qui existaient entre le Maroc et l'Empire ottoman, sans toutefois préciser la limite territoriale dans le Sahara. Il faut également tenir compte de ce que dans la seconde moitié du XIX^e siècle, le Maroc a perdu l'appui du chérif marocain d'Ouezzane qui avait de grands appuis dans le Maroc oriental et dans l'Algérie occidentale jusqu'au Touat. À la suite d'un conflit personnel avec le sultan Hassan I^e, il décide de jouer la carte française. Le Maroc en est sorti perdant en regard de l'ensemble de sa frontière orientale au moment de l'institution du Protectorat en 1912. Au fil du temps, les régions de Tindouf, Touat, Tidikelt, Gourara, As-Saoura furent annexées par la France.

L'Espagne occupe Tétouan en 1860 et s'en retire après l'imposition d'une lourde indemnité de guerre du Maroc. Lors de la conférence de Berlin novembre 1884 - février 1885, les puissances occidentales de l'époque décident du sort de l'Afrique, sans tenir compte des parties de l'Afrique

qui sont déjà occupées, dont une partie du Sahara occidental. En 1893, la garnison espagnole de Melilla subit une attaque de la part des Rifains dans le Nord marocain. Aux termes du traité de Marrakech ratifié l'année suivante, le sultan s'engage à verser une indemnité de vingt millions de francs, dont un quart comptant. Se plaignant d'un certain retard dans les paiements, l'Espagne occupe Dakhla dans le Sahara occidental.

Le Protectorat prend fin avec l'indépendance du Maroc en 1956. La France se retire du Maroc et l'Espagne du Rif dans le Nord marocain. Les enclaves espagnoles de Tarfaya et d'Ifni dans le Sud Marocain sont évacuées puis occupées par le Maroc en 1958 et en 1969.

Or, la frontière sud-orientale du Maroc avec l'Algérie n'a pas été délimitée depuis le début du XIX^e siècle. Après l'indépendance du Maroc et de l'Algérie, le tracé de cette frontière a été une source de conflits armés entre ces deux pays dès 1963. Par ailleurs, le Sahara occidental peuplé de 200 000 âmes est resté sous domination espagnole jusqu'à ce que l'Espagne annonce son intention de s'en retirer en 1974. L'année suivante, le Maroc a refusé un projet espagnol de référendum d'autodétermination. La Cour internationale de Justice statue alors son accord de principe à la tenue d'un tel référendum quand bien même certains liens juridiques d'allégeance avec le Maroc ont existé (Ce fut le cas dans l'histoire et notamment du temps du leader saharien Ma'al Al-'Aynayn et de son fils Al-Hiba peu avant l'avènement du Protectorat). Le roi Hassan II entreprend alors la Marche verte en direction du Sahara occidental : 350 000 personnes y participent. L'armée marocaine prend possession du Sahara occidental. L'Algérie s'oppose à la souveraineté marocaine sur ce territoire et soutient une partie de la population sahraouie résidant dans une partie du Sahara occidental et en Algérie même, et notamment le Front Polisario, mouvement indépendantiste de la République arabe sahraouie démocratique.

L'armée marocaine a érigé un mur fortifié de 2500 km pour se protéger des incursions du Polisario, délimitant ainsi un peu plus des deux tiers du

Sahara occidental, soit la partie riche en phosphates et probablement en pétrole. Un cessez-le-feu a été négocié par l'ONU en 1991. Mais le Maroc a renvoyé les représentants de l'ONU après que son Secrétaire général Ban Ki-moon ait parlé « d'occupation » marocaine du Sahara occidental. Ces envoyés reviennent, mais au compte-gouttes. L'idée d'un référendum est sur la table depuis plusieurs années et le Maroc propose un statut d'autonomie au Sahara occidental au sein du royaume. Par ailleurs, la Cour de justice de l'Union européenne a exclu le Sahara occidental d'un accord avec le Maroc portant sur la pêche et l'agriculture. Toutefois, cette décision qui faisait suite à la contestation soulevée par le Front Polisario a été rescindée (l'argumentation avancée est que ledit accord a été conclu avec le Maroc et n'est pas applicable au Sahara occidental; il n'aurait donc pas dû être annulé).

Pour le Maroc, le leader Sahraoui marxiste récemment décédé Muhammad Abdelaziz n'a été qu'un pion algérien et un terroriste. Le leader sahraoui Mustafa Salma qui a approuvé le projet d'autonomie marocain a été arrêté en Algérie. Le Maroc redoute le Polisario qu'il considère être manipulé par l'Algérie et de son côté, l'Algérie redoute les sympathies marocaines d'une partie de sa population frontalière. Par ailleurs, le nouveau secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres a annoncé qu'il comptait remplacer l'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental dont l'action a été très critiquée par le Maroc.

L'Union européenne ne peut s'aliéner le Maroc qui est un allié de première ligne dans la lutte antiterroriste et qui peut contrôler le flux des émigrants africains passant par son territoire : elle doit donc composer avec le statut du Sahara occidental dans les accords commerciaux avec le Maroc. Le Maroc a quitté l'Organisation de l'unité africaine en 1984 lorsque cette organisation a reconnu le Polisario. Mais cette reconnaissance a été retirée par la suite par 28 des 55 pays membres. Le Maroc a réintégré l'Organisation de l'unité africaine en janvier 2017, ne cachant pas son

intention de faire changer d'avis à d'autres pays africains en regard de leur reconnaissance.